

DES PRISONNIERS POUR PRÉSIDENTS

Les dirigeants sud-africains ne montrent pas beaucoup où leur nouvelle volonté de négocier conduira le pays. Tout comme en Europe de l'Est, l'opposition pourrait bien leur damer le pion.

PAR HERIBERT ADAM

SUIVANT UN SCÉNARIO AUSSI DRAMATIQUE qu'imprévu, le «pouvoir populaire» a, en quelques semaines, balayé des régimes communistes bien enracinés en Europe de l'Est. Comment ces événements ont-ils influé sur les antagonistes en Afrique du Sud ? Nelson Mandela peut-il, à l'instar de Vaclav Havel, passer d'une cellule de prison à un palais présidentiel ?

Si les choses suivaient un tel cours, l'Afrique du Sud serait réhabilitée du jour au lendemain, la fuite des capitaux cesserait, et le pays retrouverait la prospérité en tant que partie la plus industrialisée d'un continent africain en déclin. Contrairement à l'Europe de l'Est, l'Afrique du Sud n'aurait même pas besoin d'une aide extérieure spéciale, vu son infrastructure de haute qualité et l'abondance de talents et de ressources naturelles dont elle dispose. La plupart des forces sociales, tant au pays même qu'à l'étranger, accueillerait sans doute favorablement un tel dénouement rationnel dans un conflit apparemment insoluble. L'indice de la bourse d'Afrique du Sud monterait en flèche, tout comme celui de Francfort l'a fait face à la possibilité que le pluralisme démocratique succède au centralisme despotique. L'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud se joindraient aux Sud-Africains pour célébrer l'abolition du dernier vestige d'un régime colonial. Mais comme on exhorterait ces derniers à rester et à jouer leur rôle en tant que natifs d'Afrique, seule la minorité raciste parmi eux ne pourrait admettre le gouvernement par la majorité. Et il en irait de même des extrémistes de la gauche, qui pleureraient la trahison de la révolution socialiste.

On est sans doute justifié de dresser une analogie avec l'Europe de l'Est pour ce qui concerne les chances de trouver une solution pacifique et négociable, mais la comparaison est loin de tenir pour ce qui est du rythme des changements. On ne peut établir un parallèle entre le programme de réforme de F.W. de Klerk, d'une part, et, d'autre part, les politiques et le style nouveaux dont M. Gorbatchev a été le symbole pour le bloc de l'Est. Le Parti national s'apparente peut-être aux partis communistes quand il s'agit d'exercer un pouvoir et une influence sur la vie des populations, et il est possible que la secrète *Broederbond* façonne les politiques plus ou moins de la même manière que le Politburo, plus vaste, mais aucune de ces deux formations afrikaner n'a connu la baisse de moral que la *perestroïka* de M. Gorbatchev a engendrée chez les dirigeants des pays satellites d'Europe de l'Est.

Le gouvernement blanc s'est arrangé pour se moderniser quelque peu de l'intérieur en l'arguant

ses idéologues intransigeants. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe de l'Est, où les staliniens inconditionnels ont essayé de défendre l'indéfectible, en Afrique du Sud, l'extrême-droite fait partie des marginaux politiques, et les réformateurs cherchent maintenant à s'adapter à de nouvelles exigences. Les réformateurs communistes ont dû compter avec une population munie du droit de vote et avec la désillusion au sein du parti; c'est pourquoi ils ont perdu le pouvoir aux mains de l'opposition non communiste. Par contre, le gouvernement sud-africain conserve encore sa légitimité aux yeux de la minorité blanche, et les forces armées lui demeurent loyales. Même si elle est à moitié composée de Noirs, la force constabulaire afrikaner a toujours une envie folle de matraquer les agitateurs. Une population sceptique est encore profondément divisée suivant les idéologies, les classes, les ethnies et les régions, en dépit du fait qu'elle fasse l'objet d'une exclusion politique commune. Bien qu'il vienne d'emprunter la voie de la réforme, le gouvernement sud-africain n'a pas renoncé à d'autres options.

L'OPPOSITION SE LEURRE QUAND, PRENANT SES DÉSIRS pour la réalité, elle pense que Pretoria admet tacitement sa défaite et que de Klerk est désespéré et s'affole au cœur d'une crise profonde, à cause de l'assaut d'une brave résistance. Au contraire, une stratégie plus raffinée de négociation, qui remplace la politique répressive d'autrefois, révèle de la confiance plutôt que de la faiblesse. Pretoria sait désormais qu'il est inutile d'essayer de pacifier par la coercition, et elle veut maintenant récolter les avantages d'une solution politique, au lieu d'appliquer une répression plus coûteuse qui déboucherait sur la violence et l'impasse. Contrairement aux staliniens d'Europe de l'Est, les détenteurs du pouvoir à Pretoria ont compris que la politique ne peut aller à l'encontre de puissantes forces sociales. Ils cherchent plutôt à diriger ces forces. En adoptant une attitude conciliatoire, les nationalistes de l'après-*apartheid* ont été qualifiés de pacificateurs tant par leurs amis occidentaux que par leurs ennemis afrikaners.

La question ne consiste donc pas à savoir si de Klerk est «sincère» ou non. En faisant l'analyse psychologique des changements politiques, on oublie facilement les intérêts sous-jacents. Si, en formant de nouvelles alliances et en changeant de style, on parvient mieux à défendre ces intérêts

qui sont de rester au pouvoir et de maîtriser ses adversaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la minorité afrikaner, alors les dirigeants actuels ont manifesté un remarquable sens de l'adaptation.

La question plus intéressante demeure de savoir si les détenteurs officiels du pouvoir peuvent déterminer les résultats de leur nouvelle philosophie. Ils ne semblent pas être très sûrs eux-mêmes de ce à quoi leur cheminement impromptu devrait aboutir. Tout comme la *perestroïka* de Gorbatchev a acquis sa propre dynamique et libéré l'ethno-nationalisme dans un empire soviétique en train de s'effriter, ainsi la nouvelle cooptation en douceur de Pretoria pourrait bien renforcer et affaiblir simultanément l'opposition.

Illustrons cette dialectique à l'aide d'un exemple concret. Peu d'organismes méritent davantage d'être louangés pour être passés de l'affrontement à la négociation que l'*Institute for Democratic Alternatives* (IDASA) de F. van Zyl Slabbert et d'Alex Boraine.* Tandis que l'état d'urgence atteignait son paroxysme sous Botha, que tout dialogue avait cessé et que les deux antagonistes s'accusaient mutuellement des pires crimes, l>IDASA a réussi à organiser des dizaines de réunions, en Afrique du Sud et ailleurs, entre des représentants qui ne se seraient autrement pas adressés la parole. Les chefs exilés de l'ANC (*African National Congress*) se sont entretenus sérieusement pour la première fois avec des Blancs non communistes, et des figures dirigeantes de l'establishment afrikaner (mais non des membres du gouvernement) ont trouvé des terrains d'entente avec des «terroristes». Le processus mutuel d'apprentissage a clairement entraîné une modification des déclarations politiques ultérieures et des perceptions.

LA TENDANCE ACTUELLE À LA NÉGOCIATION plutôt qu'à l'affrontement est-elle irréversible ? Contrairement aux régimes d'Europe de l'Est, dont le sort fut scellé dès que l'Union soviétique renonça à la doctrine Brejnev, Pretoria pourrait revenir à la contrainte sans avoir besoin du sou-

* L>IDASA cherche surtout à éduquer et à renseigner pour faciliter le dialogue entre les antagonistes. Parmi les dirigeants, on trouve d'éminents universitaires et des personnalités connues de la collectivité, et il est principalement financé par les gouvernements ouest-européens, des fondations philanthropiques américaines et le ministère canadien des Affaires extérieures.